

aux filières universitaires économiques et juridiques et aux écoles des cadres du parti menant à des carrières au sein de l'administration et du parti. La « discrimination positive » à la soviétique a joué partout – dans chaque république petite ou grande – contre la représentation réelle des minorités nationales au sein de l'appareil politique et administratif. D'autre part, de manière paradoxale mais tout à fait consciente et volontaire, ce système a contribué rapidement à la massive russification des cadres de toutes les « nationalités » et de toutes les républiques. Car même dans les républiques nationales, l'enseignement devait se faire obligatoirement en russe du fait de la représentation obligatoire, au sein de chaque établissement, d'un éventail important de groupes nationaux...

En 1989, le mathématicien d'origine juive et ukrainienne Igor Chafarevitch, grande figure de la perestroïka, publiait un ouvrage⁶⁵ dans lequel il formule une thèse ancienne (18^e siècle et Pierre le Grand, Catherine II) selon laquelle la Russie n'a jamais été gouvernée que par ses minorités nationales et que les Russes n'ont jamais pu créer un véritable État-nation en raison de l'institutionnalisation permanente des non Russes dans l'appareil d'État. Cet ouvrage à forte connotation antisémite pose toutefois le problème-clé : celui de l'identité russe – majoritaire – dans cet enchevêtrement de nationalités assorties de statuts et munies d'institutions dont la Russie est dépourvue dans l'ensemble soviétique. Il permet de comprendre les complexes nationaux russes d'aujourd'hui (le colonisateur colonisé, le dominateur dominé), les réflexes grand-russes d'une partie des élites politiques, persuadées (à tort ou à raison) de ne pouvoir accéder aux postes de responsabilité politique et cherchant partout des complots ourdis par des groupes de pression occultes (Juifs, franc-maçons, Caucasiens, mafia, etc.). Il ne faut pas perdre de vue qu'en 1991, Boris Eltsine fit campagne sur le thème de la « souveraineté » de la Russie et son détachement de l'URSS, sur la liquidation d'un Empire-sangsue empêchant les « forces créatrices » russes de se développer dans un État « à la mesure de ses racines et de son identité ». Le système soviétique des nationalités a profondément altéré la conscience nationale des Russes, et surtout le rapport qu'ils entretiennent avec l'État. L'institutionnalisation des minorités nationales a laissé des traces profondes dans la société dite « majoritaire » – la société russe – et en particulier dans la conception que cette société se fait de son rôle « majoritaire », qui dépend très étroitement de sa place au sein des élites.

En URSS, l'attribution d'un territoire aux diverses « nationalités », conformément aux thèses staliniennes précitées, s'est incarnée dans une politique volontariste d'indigénisation des élites politiques. Dans toutes les entités fédérées dites « nationales » de l'ancienne URSS (république fédérée, république autonome, etc.), les titulaires de la « nationalité » étaient prioritaires, du simple fait de leur « nationalité », dans l'attribution des postes-clefs de responsabilité politiques et administratifs (secrétaires de parti, député au soviét, etc.). Cette politique est une constante de l'histoire soviétique depuis le milieu

65. I. CHAFAREVITCH, *Russofobiia*, Moscou, 1989.